



HAL
open science

Guerre contre l'État, guerre contre la ville : Alep, otage des combats en Syrie

Thierry Boissière, Jean-Claude David

► **To cite this version:**

Thierry Boissière, Jean-Claude David. Guerre contre l'État, guerre contre la ville : Alep, otage des combats en Syrie. Moyen-Orient, 2014. hal-01940953

HAL Id: hal-01940953

<https://hal.science/hal-01940953>

Submitted on 10 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 24

Octobre-Décembre 2014 • 10,95 €



ÉGYPTE

ENTRE RÉVOLUTION(S) ET AUTORITARISME

Que reste-t-il des Frères musulmans ?

Les ambitions du maréchal-président Abdel Fattah al-Sissi

ENTRETIEN AVEC ABAHER EL-SAKKA
Gaza et la société palestinienne

A : 12,50 € - BEL : 12 € - CDN : 16,50 \$ - CH : 20,15 ¥ - D : 12 € - DOM : 11,50 € - MAR : 190 MAD - TOM : 1500 CFP - PORT Cont. : 12 €

WWW.MOYENORIENT-PRESSE.COM

M 07419 - 24 - F : 10,95 € - RD



Sommaire

Moyen-Orient n° 24 • Octobre-Décembre 2014

- 6 Actualités - Agenda
- 10 Regard d'Abaher el-Sakka sur Gaza et la société palestinienne

DOSSIER ÉGYPTÉ 15

- 16 Repères Égypte : Cartographie
- 18 Entre révolution(s) et autoritarisme : où va l'Égypte ?
Bernard Rougier et Stéphane Lacroix
- 24 Repères politique : Qu'est-ce que voter veut dire dans l'Égypte postrévolutionnaire ?
Sarah Ben Néfissa
- 26 Frères musulmans : comment (ne pas) sortir de la clandestinité ?
Marie Vannetzel
- 32 Repères religion : La communauté copte dans la « nouvelle » Égypte
Gaélan du Roy
- 36 Les écrivains égyptiens, entre révolution et contre-révolution
Richard Jacquemond
- 42 La (ré)invention d'Alexandrie : un engagement citoyen pour l'avenir d'une ville
Youssef El Chazli
- 48 Affronter le harcèlement sexuel : des mobilisations révolutionnaires
Perrine Lachenal
- 54 Une économie à bout de souffle : entre crise et défis
Entretien avec Amr Adly
- 60 Repères économie : Agricultures et agriculteurs égyptiens : loin de la tourmente révolutionnaire ?
Delphine Acloque Desmullier
- 64 Une puissance régionale sur la défensive
Ondrej Beranek et Clément Steuer

GÉOPOLITIQUE IRAK 70

- 70 Le sunnisme politique en Irak : du centralisme modernisateur au régionalisme confessionnel
Hosham Dawod
- 76 Allégeances, rivalités et conflits : les multiples visages du chiisme politique irakien
Marius Lazar
- 82 Repères religion : Une épuration religieuse planifiée
Tigrane Yégavian

VILLES 84

- 84 Guerre contre l'État, guerre contre la ville : Alep, otage des combats en Syrie
Thierry Boissière et Jean-Claude David

BD • LIVRES • WEB 92

10



15



70



84



92



Thierry Boissière et Jean-Claude David

Respectivement maître de conférences en anthropologie à l'université Lumière Lyon-II et chargé de recherches au CNRS ; auteurs (dir.) d'Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville, 1868-2011 (Presses de l'IFPO, 2014)



Guerre contre l'État,



Le 20 juillet 2012, un an et demi après le début de la révolte, des troupes rebelles d'environ 2 000 hommes – la plupart sunnites et originaires des villages voisins – entrent dans Alep, la deuxième ville de Syrie, capitale économique du nord. Elles n'y rencontrent alors qu'une faible résistance de l'armée loyaliste, cette cité étant restée en retrait du mouvement insurrectionnel. Ces soldats de l'Armée syrienne libre (ASL) et leurs alliés en occupent vite une part importante en s'imposant par la force ou en étant accueillis par des habitants et des militants locaux ; ils choisissent des quartiers populaires où ils savent trouver des sympathisants. Alep se transforme en un vaste champ de bataille sur lequel les deux camps s'affrontent avec une extrême violence. La détruire est une façon de l'occuper ou d'empêcher les autres de le faire.



guerre contre la ville

Alep, otage des combats en Syrie

Une femme et ses enfants passent devant un quartier dévasté par les bombardements, le 7 mai 2014.

© AEP Photo/Baraa al-Halabi

L'absence de fondements confessionnels au conflit dans une ville majoritairement sunnite, l'ambiguïté qui caractérise ses relations avec le pouvoir alors qu'elle a été mise à l'écart depuis les années 1960, puis favorisée à partir de la décennie 2000, enfin, les profonds clivages sociaux qui traversent la société et l'espace urbains, tout cela trahit la complexité des facteurs de déclenchement et fait penser que certaines raisons du retard de l'entrée d'Alep dans la guerre sont locales et régionales. Se pencher sur la géographie sociale de la « bataille d'Alep » permet de recentrer la question syrienne sur la place singulière et en même temps significative de cette ville, en proposant des clés de compréhension qui peuvent guider une réflexion à l'échelle nationale (1).

Du déclin et de la mise à l'écart au retour en grâce

Une partie des réticences de la société aleppine à entrer dans le conflit trouve son explication dans l'histoire de la cité et de son rapport au pouvoir. Capitale économique

du nord de la Syrie et deuxième ville du pays avec près de 3 millions d'habitants en 2011 (2), Alep a bâti son ancienne prospérité sur un important commerce local, régional et international, et sur le dynamisme de ses activités de production. Jusqu'à la fin de l'époque ottomane (1516-1918), son espace commercial se déployait vers la Méditerranée et l'Europe, la péninsule Arabique et, *via* le golfe Persique, jusqu'aux côtes occidentales du sous-continent indien. L'instauration des frontières syro-turques à l'époque mandataire (1920-1946), l'élévation de Damas au rang de capitale du nouvel État syrien et la cession du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie (1939) contribuent à la « provincialiser ».

Alep se recentre alors sur son arrière-pays proche et son prolongement oriental, la Djézireh, tout en préservant des échanges commerciaux avec l'Anatolie et d'autres régions plus lointaines. La ville prospère cependant, développant, jusqu'aux années 1950, industries textiles et grandes cultures cotonnières capitalistiques. La courte union de la Syrie avec l'Égypte (1958-1961), l'instauration du régime baasiste en 1963 et les nationalisations qui les accompagnent nuisent à sa prospérité. Elle pâtit alors de la centralisation damascène et tire peu profit des investissements publics que le régime déploie à l'avantage des périphéries rurales et de Damas. Le parti pris d'Alep en faveur de

la contestation islamiste des années 1970 accroît sa marginalisation et son enclavement relatif. Les autorités la privent alors des débouchés, infrastructures et investissements nécessaires à son développement. Cependant, le renforcement des réformes libérales engagées en 1991 lui offre l'occasion de reprendre sa place de capitale économique régionale. Ses relations avec le pouvoir s'améliorent au cours des années 1990 et connaissent une embellie en 2000 avec l'arrivée de Bachar al-Assad. Lorsqu'éclate le soulèvement de 2011, Alep a donc beaucoup à perdre à se lancer dans une contestation qui ne fait pas l'unanimité.

Celle-ci n'est pourtant pas absente de la ville, mais se limite, au début, au campus universitaire. Les premières manifestations qui y ont lieu en avril 2011 sont surtout le fait d'étudiants originaires de régions qui subissent déjà la répression, comme celles d'Idlib, de Baniyas et de la vallée de l'Euphrate. Rejoints ensuite par des manifestants venus de quartiers périphériques populaires, ils affirment leur solidarité avec les victimes de la répression et les villes bombardées, et contestent le régime. Ces rassemblements deviennent hebdomadaires. Même après l'entrée des rebelles en juillet 2012 et l'extension des combats, il n'y a pas à Alep de guerre civile ou de guerre de religion, mais le rejet par une partie de sa population d'un régime autoritaire, illégitime et corrompu.

Cette position des manifestants et des rebelles aurait pu les rapprocher de la bourgeoisie aleppine, mais les bénéficiaires que celle-ci avait su tirer de son alliance avec le régime ne la prédisposaient pas à prendre parti en faveur du soulèvement. Cette minorité sociale citadine aisée, essentiellement sunnite, vit dans les quartiers de l'ouest et près du centre, devenus fiefs du régime et de son armée. À l'inverse, les quartiers populaires et d'immigrants d'origine rurale, majoritairement sunnites eux aussi, sont acquis à l'opposition, même s'ils ne semblent pas être entrés volontiers dans la guerre (3). La géographie du conflit à Alep est la photographie à peine floutée de l'organisation sociale de la ville. Sans doute la rébellion n'est-elle pas seulement le « phénomène interclasse » que constate le politologue

Alep et sa citadelle, vues depuis le nord-ouest de la ville.

© Jean-Claude David



français Jean-Pierre Filiu (4), mais une contestation du pouvoir nuancée par un profond clivage entre la zone citadine, à l'ouest, et un monde rural qui se trouve à l'extérieur et à l'intérieur de la ville, à l'est. Cet antagonisme entre quartiers ne se transforme pas en conflit ; ce ne sont pas les deux parties de la ville qui se font la guerre : elles servent surtout de point d'appui et de repli aux belligérants.

Clivage et ségrégation : la ville officielle et la ville informelle

L'espace de la ville est divisé en deux parts inégales suivant des critères principalement sociaux : d'une part, les quartiers riches au centre, à l'ouest et au nord-ouest, légaux, peuplés de moins d'un million d'habitants, où la population est majoritairement sunnite, occupés et protégés par les forces loyalistes ; de l'autre, à l'est, au nord, au sud et au sud-ouest, des quartiers de migrants ruraux ou d'habitants venus d'autres quartiers populaires urbains, informels et illégaux, et de grands ensembles de logements construits par l'État (cf. carte p. 89). Ces zones « pauvres » représentent les deux tiers de la ville, soit plus de 2 millions d'individus. C'est dans ces quartiers où les habitants ont souvent gardé des liens avec le monde rural que s'installent les troupes rebelles et que tente de s'organiser un embryon de société civile et d'administration (5). Paradoxalement, les deux grands quartiers populaires d'habitat collectif à loyer modéré construits par l'État, Hanano au nord-est et Salah ad-Din au sud-ouest, ont été parmi les premiers occupés par les rebelles. Dans ces ensembles planifiés, l'accès aux produits de consommation quotidienne et aux services et activités sociales est organisé et offert à des prix subventionnés par l'État. Ces deux projets architecturaux sont différents et caractéristiques de l'évolution idéologique et des choix d'aménagement urbain. Avant la guerre, Hanano était remarquable par ses dimensions



Ci-contre : Marché aux légumes dans une rue du centre, le 29 juin 2014.

© Shutterstock/
Anton_Ivanov

Ci-dessous : Quartier piéton au sud de la citadelle, avant la guerre. Au fond, on distingue le grand séraïl, qui a été détruit en juillet 2014.

© Jean-Claude David



et une morphologie très ouverte, avec de larges avenues bordées de zones de végétation peu entretenues. Des dizaines de barres d'immeubles, gris, répétitifs, constituaient un paysage sinistre, mais accessible aux moyens modernes de contrôle. Salah ad-Din était plus dense, plus urbain, plus proche du centre, mieux desservi par les transports en commun, avec une population relativement aisée et socialement plus mélangée, connue pour son islamité traditionnelle, où

les propriétaires étaient majoritaires. Hanano avait été utilisé pour le relogement de populations d'origine rurale déplacées par la démolition d'anciens faubourgs proches de Bab al-Neirab à la suite des événements insurrectionnels des années 1978-1980. Ces deux quartiers très peuplés (plusieurs dizaines de milliers d'habitants chacun) sont à proximité immédiate de vastes quartiers illégaux : au nord-est, Cheikh Maqsoud, Al-Hollok, Haïdariya, Sakhour, Cheikh





Une rue du quartier informel de Cheikh Maqsoûd.
© Jean-Claude David

Khoder, Tariq al-Bab, qui sont des lieux d'affrontement entre les rebelles et l'armée loyaliste depuis le 20 juillet 2012 et d'attaques aériennes. Une majorité des habitants de ces zones a fui vers les quartiers plus à l'ouest ou hors de la ville. Le quartier kurde informel de Cheikh Maqsoûd, très peuplé, a longtemps été interdit d'accès aux rebelles par ses habitants. Le quartier kurde et turkmène voisin, Al-Hollok, à l'est, a été le théâtre d'affrontements entre les forces kurdes d'autodéfense et les troupes du régime ou certains éléments rebelles. Diamétralement opposé, au sud-ouest, Salah ad-Din jouxte les quartiers populaires de Saïf al-Daoulé, d'Ansari et, plus au sud, de Sukkari, lieux de combats et de bombardements depuis juillet 2012. Les quartiers informels et illégaux, régulés ou non, sont eux-mêmes divers. La majorité de la population y est sunnite, installée à Alep depuis une ou deux générations, et son niveau d'intégration à la ville est fonction de traditions, de caractéristiques identitaires ou d'héritages historiques : les catégories qui participent à la définition de ces choix collectifs ne sont pas confessionnelles. Ces habitants revendiquent en général une origine villageoise ou tribale nomade ou semi-nomade ; ils

sont agriculteurs ou pasteurs moutonniers de tradition. Les sédentaires les plus âgés, souvent d'anciens villageois arboriculteurs, s'intègrent mieux à la ville.

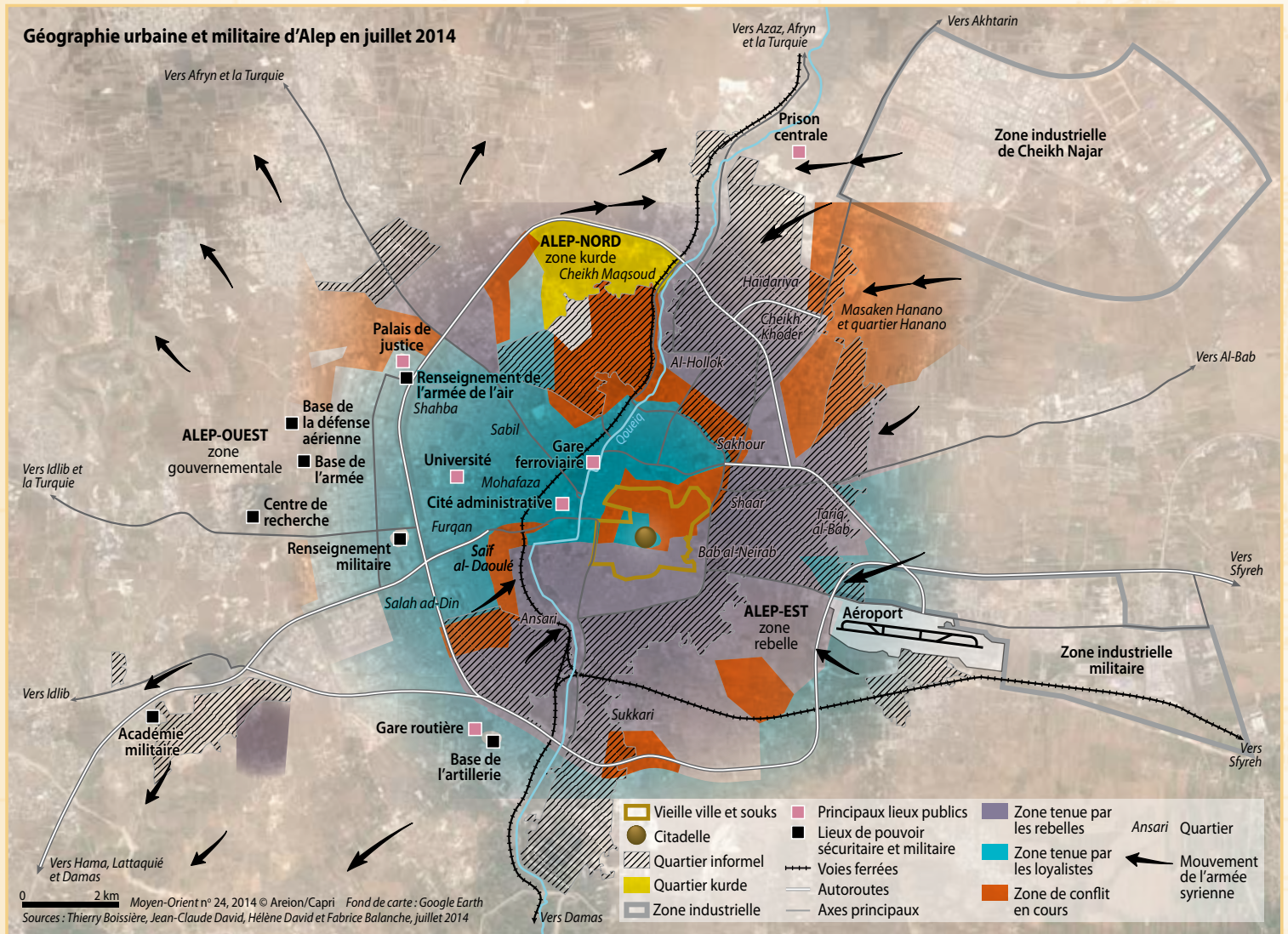
La « bataille d'Alep » ne peut être comprise sans prendre en compte la relation que la ville entretient de longue date avec son territoire rural proche.

Avant la guerre, leurs quartiers urbains étaient remarquables par la densité des activités artisanales et industrielles, installées dans une multitude d'ateliers dont certains étaient devenus de petites usines : Cheikh Khoder, Sakhour, Tariq al-Bab et Shaar pour la métallurgie, Cheikh Maqsoûd et Al-Hollok pour la chaussure. Les descendants de pasteurs nomades, qui se réclament d'appartenances tribales, pratiquent, eux, la vengeance du sang, fonctionnent selon le principe de

la solidarité de corps (*assabiyyé*) et ont organisé des milices armées. Ils étaient commerçants ou grossistes en produits de l'élevage, camionneurs et/ou contrebandiers, souvent spécialisés dans des activités potentiellement délictueuses. Ainsi, les citoyens aleppins « de souche » considéraient les habitants du quartier de Bab al-Neirab comme dangereux, même en temps de paix (6). Ils constituaient déjà l'essentiel des meneurs de l'insurrection aleppine de 1850 (7).

Dans ces quartiers de l'est d'Alep où cohabitent différentes tribus, comme dans les villes de l'est de la Syrie, Raqqa ou Deir ez-Zor, certains clivages reflètent aussi les relations traditionnellement conflictuelles entre les *badawi*, anciens grands nomades chameliers, et les *chawaya*, semi-nomades moutonniers, méprisés. Des membres de tribus présentes à l'est d'Alep sont depuis longtemps au service du pouvoir et certains d'entre eux sont entrés dans des milices du régime, actifs contre des groupes de rebelles sunnites, parfois membres d'autres tribus partiellement sédentarisées à Alep. Ici, ce sont les populations les plus proches dans l'espace et par les caractéristiques sociales, « ennemis intimes » traditionnels, qui s'opposent dans les conflits actuels les plus virulents.

Les quartiers riches de l'ouest (Shahba, Sabil, Mohafaza, Furqan) sont remarquables par la largeur de vue de leur urbanisme, l'abondance de la végétation dans l'espace public et dans les jardins privés, l'éclectisme de l'architecture et des façades luxueuses en pierre de taille. Construits légalement et avec soin, ils sont habités par une classe aisée majoritairement sunnite ; les affrontements (sinon aux abords de la mosquée Furqan) et les bombardements (excepté sur l'université) ainsi que les tirs de mortier depuis des positions rebelles y ont été plutôt rares. Ces quartiers ne sont pas caractérisés par des appartenances confessionnelles ou communautaires spécifiques, mais par leur niveau de richesse et un mode de vie qui se veut moderne et ouvert. Ils étaient remarquables par la qualité des services, la fréquentation de lieux de consommation, la diffusion des enseignes du commerce franchisé, la présence de mosquées « à la mode »



et de centres commerciaux. En 2010, on y comptait huit centres commerciaux, dont le premier supermarché Carrefour de Syrie, lieux particulièrement significatifs de l'accession de la ville à une offre de consommation digne d'une (petite) métropole mondialisée. La rébellion ne pénètre pratiquement pas dans ces quartiers, dont les accès sont protégés par des centaines de barrages routiers. Il semble que la mise en place de ce bastion loyaliste dans le tiers de la ville habité par les populations les plus riches ait été préparée de longue date, bien avant la guerre, puisque s'y trouvent regroupées au moins cinq institutions militaires : l'Académie militaire, les bases de la défense aérienne, de l'armée et de l'artillerie, le Centre pour la recherche militaire, sans compter le palais de justice et son voisin, le Service du renseignement

de l'armée de l'air, et plus loin, le Service du renseignement militaire, ainsi que, dans un autre domaine, le campus universitaire, l'hôpital national et l'un des principaux réservoirs d'eau de la ville. Deux centres de torture y ont été recensés par l'ONG Human Rights Watch en 2012. Ces quartiers ne sont pas bombardés par l'aviation loyaliste. À l'inverse, les quartiers populaires au nord, à l'est et au sud-ouest, dans lesquels on trouve peu d'institutions nationales, mais seulement le minimum vital de services de proximité, sont l'objet de combats et de bombardements intenses, comme s'ils devaient être physiquement éliminés pour ne plus pouvoir être utilisés comme protection et comme réduit par les rebelles. Cette dichotomie tranchée de l'organisation sociale dans l'espace urbain découle

aussi de traditions et de pratiques d'exclusion et d'automarginalisation des populations d'origine rurale ou tribale en ville, enracinées dans l'histoire, et que l'on retrouve également à Hama et Homs bien avant l'afflux des paysans d'origine alaouite. Ces orientations et ces polarités spontanées anciennes sont devenues délibérées et planifiées avec la normalisation apportée par les plans d'urbanisme et le zonage urbain (sous le mandat français et dans les années 1970). Ainsi, dès le début de l'offensive, chaque belligérant conserve ou occupe la partie de la ville qui lui est pratiquement acquise historiquement et socialement. La limite entre les zones passe au centre de la cité ancienne, devenue l'un des principaux fronts de la guerre. Les lignes sont stabilisées et, entre avancées et reculs de peu d'amplitude, la situation en août 2014

est, à peu de chose près, la même qu'en avril 2013 ou à l'automne 2012. Les changements concernent le contrôle des accès à la ville, la radicalisation « politique » et idéologique des rebelles et des aides qu'ils reçoivent et la lente progression de leur encerclement. Des positions stratégiques sont rayées de la carte par les bombardements plutôt que réellement reprises et réoccupées. Aux milliers de victimes civiles, il convient enfin d'ajouter la destruction d'un patrimoine urbain unique : anciens souks et abords de la grande mosquée, minarets, palais, quartiers historiques et surtout celle de ce patrimoine « populaire » que constituent les modes de vie, les espaces domestiques, les espaces des activités économiques. Tout se passe comme s'il s'agissait de faire la guerre à la ville elle-même et à ce qu'elle représente de cultures urbaines et historiques. La « bataille d'Alep », même si elle possède une dimension nationale, ne serait-ce que par son inscription dans l'offensive coordonnée que mena en 2012 la rébellion à la fois dans le nord et le sud du pays, ne peut être comprise sans prendre en compte la relation que la ville entretient de longue date avec son territoire rural proche (8). Ce sont dans des logiques d'engagements locaux et régionaux que se comprend une partie des événements et que doivent sans doute aussi être comprises les destructions dont elle est la victime.



Quand détruire la ville devient une arme idéale

Le système baasiste, puis « assadien » a longtemps prétendu se passer des grandes villes, à l'exception de la capitale, siège du pouvoir, en maillant autrement le territoire, d'abord par le parti Baas, implanté partout et surtout dans les campagnes. Le retour à la ville mis en œuvre par Bachar al-Assad et son entourage a favorisé la consolidation

d'une société entrepreneuriale qui avait établi de solides alliances avec les capitalistes du pouvoir : familles Assad, Makhlof et proches, hauts gradés de l'armée et des services de sécurité, notables alaouites, sunnites, chrétiens, etc. La prospérité de certains quartiers de la plupart des villes illustre bien ce maillage du pays par cette nouvelle société entrepreneuriale. À Alep, un autre élément important de l'emprise exercée sur la cité passe par la mainmise sur la hiérarchie sunnite et les nominations d'imams choisis par le directeur des *waqfs*, lui-même un religieux baasiste, notamment dans les quartiers ouest.

Le retard à entrer dans la guerre et la relative légèreté de la défense d'Alep correspondaient-ils à l'impression qu'elle donnait d'être bien contrôlée par ses réseaux internes, ses élites ? Le maire, proche du pouvoir, qui obtenait des financements importants, était respecté des Aleppins. La municipalité avait mis en œuvre des programmes de traitement social des quartiers informels et la construction de « souks populaires » où se développait le commerce spontané. Le dynamisme de certaines zones artisanales et industrielles informelles fournissait alors des milliers d'emplois aux jeunes des quartiers populaires, en dehors des grandes entreprises. Tout cela contribuait à renvoyer une image de prospérité. Il est vraisemblable que l'entrée dans la guerre de cette ville utile et rentable, même si elle ne faisait pas partie des



Des combattants islamistes défilent dans un quartier populaire d'immeubles collectifs du nord d'Alep, le 19 juillet 2014.

© AFP Photo/ Ahmed Deeb

priorités stratégiques et territoriales du régime, n'était pas souhaitée par celui-ci. Pour l'armée rebelle, il s'agissait d'ouvrir un autre front dans le nord du pays.

Les effets des actions des deux belligérants se sont additionnés pour anéantir Alep. Plusieurs actions convergent : la destruction systématique de l'outil économique avec le pillage et le bombardement des souks et d'une partie du centre-ville ; le pillage des zones industrielles modernes et la vente des machines (en Turquie) ; le bombardement des quartiers d'habitation, la destruction et le pillage (trafic) du patrimoine culturel. Détruire la ville est une solution inhérente à la guerre urbaine et en particulier dans un contexte spatial ancien (médiņa, casbah) ou de quartiers informels. Dans la guérilla, l'espace construit devient une arme.

L'histoire de l'urbanisation et de l'urbanisme en Syrie montre que la guerre urbaine était envisagée depuis des décennies. Percées, démolitions et réaménagements de quartiers anciens en temps de paix, bombardements en temps de guerre (déjà à Damas en 1925), les dégâts étaient comptés par pertes et profits de politiques destinées au renforcement du groupe au pouvoir, à l'époque coloniale comme sous domination baasiste. Dans les années 1979-1982, la guerre du régime à Alep, puis à Hama, est menée contre la ville traditionnelle en tant que lieu essentiel de la contestation et espace stratégique pour l'opposition, mais aussi vue par le pouvoir comme le siège du passé, refuge des idéologies conservatrices et des pratiques de l'espace qui les

accompagnent. En 1979, Alep est investie et quadrillée pendant un an par les chars de Hafez al-Assad, alors que sont réactivés les projets de percées sécuritaires dans les quartiers anciens et que la citadelle historique est occupée par l'armée.

Ce n'est qu'en 1986 que la vieille ville est enfin protégée par son inscription au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et s'ouvre ainsi à l'économie touristique et à la politique patrimoniale. Dans le contexte de la guerre actuelle, cependant, les quartiers anciens classés n'ont guère plus de valeur patrimoniale que les zones informelles, réduits défensifs de l'opposition, qu'il faut éradiquer par les bombardements et d'où il faut chasser la population. Le patrimoine culturel institutionnel a été abandonné à la guerre et parfois détruit et pillé (9).

Les victimes humaines se comptent par dizaines de milliers et une grande partie de la population aleppine a fui. On peut se demander si le pouvoir ne poursuit pas l'utopie d'un pays sans villes ou de



villes sans passé et sans territoire, pour une société sans patrimoine ni mémoire, donc sans opposition.

**THIERRY BOISSIÈRE
ET JEAN-CLAUDE DAVID**

Des habitants d'un quartier du nord d'Alep devant les décombres de leur immeuble, le 28 avril 2014.

© AFP Photo/AMC/
Zein al-Rifai

NOTES

(1) Matthieu Rey, « La révolte des quartiers : territorialisation plutôt que professionnalisation », in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, 2013, p. 84-91.

(2) Alep est une ville peuplée d'Arabes sunnites, avec une minorité chrétienne arabe, mais aussi arménienne, d'importantes communautés kurdes et turkmènes, sunnites également, une petite minorité de chiites duodécimains d'origine rurale. Les alaouites, peu nombreux, sont surtout des fonctionnaires en poste et des migrants originaires du Sandjak d'Alexandrette, parfois mariés à des sunnites et bien intégrés.

(3) Le fait que la plupart des rebelles aleppins soient des habitants de quartiers informels (et de grands ensembles construits par l'État) n'est pas anodin : ils sont des marginaux intégrés. Soit ils sont logés avec l'aide des autorités, soit l'illégalité du statut de leur logement est tolérée et suppose une forme d'allégeance.

(4) Sixtine de Thé, « Entretien avec Jean-Pierre Filou : Témoignage d'Alep », in *Les clés du Moyen-Orient*, 17 décembre 2013.

(5) Adam Baczkó, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, « L'administration civile de l'insurrection à Alep », *Noria*, 24 octobre 2013.

(6) Jacques Hivemel, « Bâb al-Nayrab, un faubourg d'Alep, hors la ville et dans la cité », in *Études rurales* n°155-156, 2000, p. 215-238.

(7) Au Proche-Orient, l'antagonisme ville/campagne fait partie des constantes et peut se transformer en alliance : à Alep, en 1850, les émeutiers venus de Bab al-Neirab, auxquels se sont joints des citadins « de souche », qui ne peuvent établir le contact avec le gouverneur ottoman réfugié dans la grande caserne, se tournent contre les quartiers chrétiens. Les relations sont complexifiées par le fait que la campagne est présente dans

la ville et que certains quartiers à l'est sont leur domaine depuis la période mamelouke.

(8) Au cours de la révolte de 1919-1921 contre la mise en place du mandat français, les liens entre Alep et les régions résistantes étaient étroits. Les combats menés par les paysans aidés par des maquis kémalistes ou d'autres régions de Syrie se déroulaient dans la campagne et les montagnes à l'ouest et au nord-ouest d'Alep, tandis que la ville envoyait des munitions et des directives de stratégies et restait généralement à l'écart de la violence.

(9) Thierry Boissière et Jean-Claude David, « La destruction du patrimoine culturel à Alep : banalité d'un fait de guerre ? », in *Confluences Méditerranée* n°89, printemps 2014, p. 163-171 ; Cheikhmous Ali, « Le patrimoine en Syrie, otage et victime la guerre », in *Moyen-Orient* n°23, juillet-septembre 2014, p. 84-91.

